Le problème chinois

Nos lecteurs auront pris connaissance de la décision votée par le Comité International Olympique à sa session de Munich, en mai dernier, au sujet du Comité Olympique de la Chine nationaliste (Formose). Elle a paru dans le procès-verbal que nous avons publié dans notre dernier bulletin N° 67.

Bien des commentaires — peu flatteurs envers le Comité International Olympique et son président — ont été émis à ce sujet aux Etats-Unis. En Europe la presse n'a guère épilogué sur ce problème, sinon pour en relater les faits en toute objectivité, du moins dans sa généralité.

Le Comité International Olympique en prenant sa décision, n'a voulu que *mettre de l'ordre dans sa maison,* en dehors de toute considération politique. Il a demandé aux Chinois — qu'ils soient de Pékin ou de Formose — d'administrer le sport sur le territoire qui leur est propre et non chez le voisin. Sur quoi la presse américaine a hurlé au scandale accusant le Comité International Olympique d'introduire la politique dans ses débats. Le *State Department* s'en est mêlé. On a reproché au Comité International Olympique d'avoir agi sous la pression des membres russes. Rien de plus faux!

On se souvient que le Comité Olympique de la Chine continentale (Pékin) s'était retiré du Mouvement Olympique parce que le Comité International Olympique ne pouvait admettre qu'il prétende administrer le sport olympique sur l'ensemble des Chinois du monde, y compris sur l'île de Formose. A ce moment, personne n'a crié au scandale aux Etats-Unis... Mais lorsque le Comité International Olympique prit une mesure semblable envers le Comité Olympique de Formose en lui demandant de *modifier son appellation* afin d'éviter toute équivoque puisqu'il prétendait (lui aussi) vouloir contrôler, en sens inverse, le sport en Chine continentale, l'Amérique s'est soulevée en prétendant que le Comité International Olympique s'immisçait dans des considérations politiques. Une pareille affirmation paraît insensée, d'autant plus que l'art. 1 des *Principes fondamentaux des règles olympiques* lui interdit de faire une distinction quelconque, à l'égard d'un pays ou d'une personne pour des motifs de race, de religion ou *de politique.*

Le Comité International Olympique discute avec des sportifs et non avec des gouvernements. Il n'est le serviteur de personne, sinon de la cause sportive olympique qu'il entend diriger en administrateur afin d'exalter chez la jeunesse à la fois l'effort physique et les qualités morales qui sont les bases du sport amateur.

Au sujet de l'affaire chinoise, puisqu'il faut l'appeler ainsi, le Comité International Olympique (au risque de nous répéter) n'a nullement *exclu* le comité de Formose, comme certaine presse ou agence l'a prétendu à tort. Il l'a prié de modifier sa *raison sociale* prêtant à confusion dans les milieux sportifs, comme nous l'avons énoncé ci-haut. Il en est tout autrement du comité de Pékin qui s'est librement retiré du Mouvement Olympique en déclarant -et le publiant — qu'il ne le joindra à nouveau que le jour où « Avery Brundage, instrument du Gouvernement impérialiste américain » aura quitté la présidence... tandis que certaine presse américaine a demande la démission de M. Brundage « parce qu'il est un instrument de la politique communiste » ! Apres cela, allez comprendre.

Pourtant certaines personnalités américaines ont saisi le côté logique de la décision prise, non pas par M. Brundage seul. mais par la grande majorité du Comité International Olympique à Munich. Nous relatons ci-dessous quelques opinions qui ont été exprimées dans la presse américaine.

DES LECTEURS ÉCRIVENT A «SPORT ILLUSTRATED » PARAISSANT A CHICAGO

(édition du 29. 6. 59.)

Vous attaquez la récente position qu'a prise le Comité International Olympique, présidé par M. Brundage, au sujet de la très troublante affaire de Chine. Tout en ayant le droit de défendre vos opinions, vous avez, à mon avis, déformé les faits de cette affaire.

J'ai toujours pensé que la Chine, en tant qu'entité géographique, est cette partie asiatique au sein de laquelle vit une population d'environ 600 millions d'habitants. Y a-t-il un sens quelconque de reconnaître Taïwan (Formose) comme étant la Chine, alors que cette région ne contrôle les activités sportives que sur une population de quelque 10 millions d'habitants?

Le Comité International Olympique a fait un grand effort pour éviter toute intrusion politique dans son organisation en reconnaissant les deux organisations sportives chinoises. Il a implicitement refusé d'admettre que le comité de Pékin contrôle le sport à Taïwan, pas plus qu'il n'a reconnu Taïwan comme organe contrôlant le sport en Chine continentale.

Le Comité International Olympique a été contraint, par certaines manœuvres intransigeantes (manifestement inspirées par la politique) des deux parties en cause, de choisir un seul organisme pouvant être reconnu sous le nom de Chine. Il a, en fait, admis que seul le comité de Pékin, contrôlant ce que tous nos atlas et la géographie nous ont appris au sujet de ce pays, pouvait représenter la Chine ; en quoi le Comité International Olympique a agi en saisissant le sens des réalités. Il ignore le côté politique quant à la légalité des Gouvernements en question.

Fritz Lehmann
Madison, Wis. U.S.A.

* * *

J'interprète la décision prise par le Comité International Olympique de la façon suivante: les athlètes de la Chine continentale représenteront la Chine et ceux de l'île de Formose représenteront Formose. Si vous vous ralliez aux principes des Jeux Olympiques, vous devez nécessairement être en accord avec cette décision.

Willis Taylor
Loveland, Colorado, U.S.A.

* * *

Rien ne peut empêcher Formose de représenter Formose aux Jeux Olympiques. Le fait de vouloir affirmer qu'elle représente la Chine me paraît aussi ridicule que de dire que « l'Isle of Man » représente l'Angleterre.

Bob Edwards
Los Angeles, U.S.A.

* * *

Quant à l'éditeur de « Sports Illustrated » il prétend que le Comité International Olympique aurait dû dire à Tchang Kaïchek et à Mao Tsetung: « Messieurs, vos athlètes, quel que soit le nom que vous choisissiez. sont les bienvenus à nos Jeux. à la condition qu'ils se conduisent en bons sportifs. Les Jeux ne sont pas une arène politique et ceux qui désirent les transporter sur ce plan ont meilleur temps de rester chez eux. »

N. d. l. R. : *Rappelons à l'éditeur de cet illustré que le Comité International Olympique ne discute pas avec des chefs de Gouvernement (comme il 'le suggère), mais avec des sportifs, en l'occurrence les Comités Nationaux Olympiques. D'autre part, le Comité International Olympique, s'il appliquait le conseil qui lui est si généreusement donné, aurait déjà dû* exclure *les deux comités, de Chine et de Formose qui ne manquent pas une occasion. lors de réunions olympiques, d'entamer des discussions d'ordre politique. C'est grâce à la volonté de M. Avery Brundage que les pénibles discussions, dues aux Chinois de Pékin et de Formose, n'ont pas dégénéré. Nous pouvons en remercier le président du Comité International Olympique. L'éditeur de* Sports Illustrated, *s'il avait eu l'occasion d'assister à certaines de ces réunions, aurait certainement approuvé la décision du Comité International Olympique que malheureusement on n'a pas compris en Amérique.*

* * *

AUTRES OPINIONS

Le Comité International Olympique et son président américain Avery Brundage, s'en sont tenus à la logique et à l'esprit sportif, n'accordant leurs préférences ni aux uns ni aux autres. Le Comité International Olympique a blâmé Pékin de parler politique en 1958. Aujourd'hui il blâme Washington d'en faire autant. La dernière action du Comité International Olympique fut de dire à Taïwan ce qu'il avait déjà dit à Pékin, à savoir: « Vous ne pouvez représenter que les athlètes de votre propre territoire. M. Avery Brundage s'est exprimé correctement lorsqu'il a dit qu'il y a 3000 ans les Grecs observaient une trève dans leurs guerres afin que les Jeux Olympiques puissent se poursuivre; aujourd'hui on arrête les Jeux Olympiques

afin que nos guerres puissent suivre leur cours. »

Christian Science Monitor
dans « Press Intelligence », Washington.

* * *

Sous le titre BRUNDAGE A RAISON. *Press Intelligence* publie une communication du « St. Louis Dispatch» dans laquelle ce problème est. publié sous son vrai jour. Il y est dit que M. Brundage et le Comité International Olympique devraient maintenir leur position et ne pas se prêter à des pressions nationales, sinon les Jeux Olympiques seraient tout sauf internationaux.

* * *

«SPORTS ILLUSTRATED» (DE CHICAGO) RECTIFIE

Suivant ses propres principes, *Sports Illustrated* qui publia le 3 août dernier ce qui suit: « Ainsi que Confusius l'a dit, un homme qui a commis une erreur et qui ne la corrige pas, commet une autre erreur », reconnaît que les exposés qui parurent dans ses éditions du 8 juin et 6 juillet derniers, contiennent plusieurs erreurs qui viennent d'être relevées sous la signature de M. Avery Brundage dans l'éditorial de « Sports Illustrated » du 17 août:

1. Le Comité International Olympique *n'a* JAMAIS *banni la Chine Nationaliste.*

2. Le Comité International Olympique *n'a* JAMAIS *déclaré que la Chine de Mao Tsetung possédait la suzeraineté légale sur tous les athlètes chinois.*

3. Brundage n'a JAMAIS défendu de telles actions qui ne se sont JAMAIS produites.

4. Une condamnation n'a JAMAIS eu lieu.

L'action du Comité International Olympique a été basée sur le fait que le Comité Olympique ayant son siège à Taïwan se dénommait a Comité Olympique de la Chine » et figurait dans la liste officielle sous le titre de « CHINE ». De ce fait cela pouvait laisser supposer qu'il contrôlait le sport sur l'ensemble de la Chine. Sur la demande du Comité International Olympique ce comité a modifié sa raison sociale et. a adopté le nom par lequel ce pays est généralement. connu. Il a admis en outre qu'il ne prétendait pas contrôler le sport en Chine.

L'éditeur de « Sports Illustrated » ajoute enfin: « Nous croyons que M. Brundage sera à même de persuader le reste du Comité International Olympique de reconnaître la République de Chine (resp. son Comité Olympique; *Réd.)* lors de la session qu'il tiendra en février prochain. »

* * *

Le Comité Olympique de la République de Chine (Formose) ne saurait en aucun cas prendre part aux Jeux Olympiques d'Hiver de Squaw Valley puisque aucune fédération nationale de sports d'hiver de ce comité n'est affiliée aux fédérations internationales correspondantes. Il est à remarquer que la Chine n'a jamais participé aux Jeux d'Hiver.

* * *

LETTRE ADRESSÉE PAR LE COMITÉ OLYMPIQUE DES ÉTATS-UNIS AUX MEMBRES DU COMITÉ INTERNATIONAL OLYMPIQUE, AUX COMITÉS NATIONAUX OLYMPIQUES ET AUX FÉDÉRATIONS SPORTIVES INTERNATIONALES,

LE 31 JUILLET 1959.

Le Comité Olympique des Etats-Unis s'est réuni à Philadelphie, Pennsylvanie, les 19 et 20 juillet 1959 pour une Session extraordinaire; urgente. Après une longue discussion, le rapport suivant a été émis:

Le Comité Olympique des Etats-Unis demande d'urgence que le Comité International Olympique prenne une décision immédiate afin de reconnaître les Chinois nationalistes sous leur véritable nom de Comité Olympique de la République de Chine. Le Comité Olympique des Etats-Unis a le sentiment qu'une reconnaissance immédiate du Comité Olympique de la République de Chine est possible si l'on s'en tient à la déclaration faite le 19 juillet par M. Avery Brundage, président du Comité International Olympique.

M. Brundage a dit en effet: « La rédaction de la résolution adoptée à la Session de Munich par le Comité International Olympique, a été fâcheuse et n'a certainement pas donné le reflet des intentions de la réunion de Munich. L'action du Comité International Olympique avait plutôt pour but d'identifier correctement les athlètes vivant à Formose. Les Chinois de Formose ont maintenant demandé d'être reconnus sous le nom de leur pays, soit « Comité Olympique de la République de Chine ». Je recommanderai et appuierai la reconnaissance de ce comité sous ce nom. »

Le Comité Olympique des Etats-Unis est convaincu que tout délai apporté à la reconnaissance de ce comité causera un tort très sérieux au mouvement olympique aux Etats-Unis. Le Comité Olympique des Etats-Unis n'a pas de voix ni de vote dans les affaires du Comité International Olympique, et ne peut que lui soumettre une recommandation, ce qu'il fait par le présent rapport.

La situation alarmante qui affecte vitalement les activités courantes du Comité Olympique des Etats-Unis a amené ce dernier à convoquer une réunion d'urgence.

Une indignation générale s'est emparée du public américain. et dans la presse, la radio et la télévision' les rapports du Comité International Olympique ont été largement commentés et le Comité Olympique des Etats-Unis a été faussement impliqué dans

cette action, ce qui a eu pour conséquence un arrêt subit dans l'apport des fonds nécessaires pour sa participation aux Jeux.

Les contributions ont cessé immédiatement et dans de nombreux cas des organisations civiques ont insisté auprès des habitants de tout le pays afin qu'ils refusent tout appui en faveur du Mouvement Olympique. En outre, nombreux furent ceux qui demandèrent le retrait des Etats-Unis des Jeux Olympiques.

Parce que le siège des Nations-Unies se trouve ici, et parce que les Nations-Unies reconnaissent les Chinois nationalistes sous le nom de République de Chine, la réaction de l'opinion publique américaine est compréhensible.

Il est clair que, sans l'aide publique en faveur du Comité Olympique des Etats-Unis dont dépend presque entièrement la contribution financière pour sa participation olympique, cela entraînerait *ipso facto* son absence aux Jeux.

Il s'agit d'une situation désespérée et notre espoir réside dans le fait que le Comité International Olympique nous aidera à la corriger.

Kenneth L. Wilson
président

Asa S. Bushnell
secrétaire